

La guerre des Balkans et le déshonneur occidental. Retour sur Srebrenica

Entretien avec Pierre Hassner,
Jacques Massé et Sylvie Matton*

POSER la question des responsabilités française et internationale dans les guerres balkaniques revient à s'interroger sur les actions d'acteurs singuliers, diplomates, politiques, militaires ou intellectuels, souvent rivaux, et à décrypter, à un niveau plus global, les dialectiques entre institutions collectives (ONU, Otan, Union européenne, OSCE), gouvernements et sociétés civiles. C'est la chute de l'enclave de Srebrenica, deux ans après avoir été déclarée « zone de sécurité » par l'ONU, et les déportations et tueries qui s'ensuivirent, qualifiées de génocide par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, qui fait tomber la lumière la plus crue sur ce que, avant même le massacre de juillet 1995, Zlatko Dizdarevic et Gigi Riva appelaient « la politique de Gribouille¹ » mais qui pourrait recouvrir bien plus que des dysfonctionnements.

Juillet 1995 : au cœur du désastre

ESPRIT – Sylvie Matton, vous dites que la chute de l'enclave était prévue, les massacres prévisibles, et leur perpétration connue. Déployons ce triptyque. Le 11 juillet 1995, en apprenant l'entrée des troupes de Mla-

* Respectivement auteurs de : Pierre Hassner, « Les impuissances de la communauté internationale » et « Institutions, États, sociétés : une culpabilité partagée », dans *la Terreur et l'Empire*, Paris, Le Seuil, 2003 et coll. « Points Essais », 2006 ; Jacques Massé, *Nos chers criminels de guerre*, Paris, Flammarion, 2006 ; Sylvie Matton, *Srebrenica, un génocide annoncé*, Paris, Flammarion, 2005.

1. Zlatko Dizdarevic et Gigi Rivva, *J'accuse l'ONU*, Paris, Calmann-Lévy, 1995.

dic (commandant en chef de l'armée des Serbes de Bosnie, la VRS) dans Srebrenica, Jacques Chirac affiche sa colère et prétend vouloir reprendre la ville à celui qui, au même moment, déclare fièrement à la télévision nationale serbe que « le jour de la revanche sur les Turcs est arrivé ». Le 14 juillet, journée d'exécutions massives de prisonniers rassemblés par la VRS dans les bâtiments agricoles ou scolaires réquisitionnés, Yasushi Akashi (représentant de l'ONU), Carl Bildt (représentant de l'Union européenne) et le général Rupert Smith (commandant de la Forpronu) se rendent à Belgrade, dans un pavillon de chasse idyllique qu'Akashi n'hésite pas à qualifier de « zone de sécurité pour animaux » (sic), pour rencontrer Milosevic et Mladic et organiser l'exfiltration des casques bleus. Le désastre est vite consommé. Mais savait-on alors que le pire crime commis sur le sol européen depuis un demi-siècle allait être perpétré ?

Sylvie MATTON – Les forces serbes elles-mêmes n'avaient pas anticipé qu'autant d'hommes, plusieurs milliers, finiraient par être capturés parmi ceux qui tentèrent de fuir à travers les forêts. La preuve en est : ils manquent de bras armés et de pelleteuses. Mais le sort des prisonniers ne faisait pas de doute à partir du moment où le général Mladic avait ordonné de séparer les hommes des femmes et des enfants. Dans la base onusienne de Potocari, les premiers interrogatoires et les premières exécutions sommaires s'accomplissent à proximité des casques bleus hollandais. Ils entendent les coups de feu, ils voient des cadavres. D'après François Léotard, ministre de la Défense du 29 mars 1993 au 11 mai 1995, il était de notoriété publique, du moins dans tous les ministères concernés, que l'objectif de la VRS était la prise des enclaves et l'anéantissement des Bosniaques musulmans. Quand j'ai demandé à Alain Juppé (ministre des Affaires étrangères du 29 mars 1993 au 17 mai 1995, date à laquelle il devint Premier ministre) ce que François Léotard entendait par « anéantir », il m'a répondu : « Disons que nous savions que les Serbes ne feraient pas de prisonniers². » Jacques Chirac lui-même est très précisément informé quand il s'entretient le 13 juillet au téléphone avec Bill Clinton ; c'est son conseiller diplomatique, Jean-Daniel Levitte, qui le citera devant la mission parlementaire, en relisant ses notes : « À Srebrenica, les hommes qui risquent d'être égorgés s'ils sont en âge de porter les armes sont séparés des femmes menacées de viol. » On ne saurait être plus clair sur les dangers encourus par la population... dès le 13 juillet, soit le premier jour des massacres.

Jacques MASSÉ – Les propos glaçants d'Alain Juppé que vous rapportez sont-ils une reconstruction *a posteriori* ou trahissent-ils le niveau de compréhension réel de l'époque ? Si l'on s'en tient aux

2. Entretien avec l'auteur du 17 février 2005.

documents déclassifiés, la Délégation des Affaires stratégiques avait conscience de la possibilité d'exactions, pas de la liquidation de tous les prisonniers. Mais comment expliquer les contradictions entre ce que dit le chef de cabinet militaire de Chirac, le général Quesnot, pour qui « pas un responsable de haut niveau, qu'il fût politique, diplomate ou militaire, ne peut dire qu'il n'a rien su dès le 13 ou le 14 juillet³ » et les déclarations devant la mission d'information d'enquête parlementaire des autres protagonistes de l'appareil d'État français, comme le général Germanos, selon lequel « ce n'est que bien plus tard que nous avons eu les premiers témoignages⁴ » ?

Sylvie MATTON – En 2004, Germanos justement fut le premier des généraux à me recevoir et le premier à m'avoir dit la vérité, du moins une partie, soit quelque chose de très différent des mensonges proférés par tous devant la mission parlementaire. Grâce à lui, le déni officiel – « on ne savait pas, on ne pouvait pas savoir » – est aussitôt devenu obsolète. Hormis l'un deux, ils ont tous admis que la chute de l'enclave était prévisible. Aucun n'assume la prévisibilité des massacres – en tout cas pas un tel nombre, ce qui prouve bien qu'ils avaient conscience qu'il y en aurait. Ils sont aussi quelques-uns à admettre avoir su qu'ils étaient en cours, dès le premier ou le deuxième jour. Quant au général de La Presle, seul à prétendre encore que l'on ne pouvait prévoir la chute de l'enclave, il était pourtant très bien informé des négociations qui avaient lieu : il fut, en mai puis décembre 1995, le conseiller du négociateur européen Carl Bildt, choisi pour mener à bien des tractations avec les autorités serbes – et non les moindres, puisqu'elles se solderaient par la libération d'otages onusiens...

Jacques MASSÉ – Mais quelle était la chaîne d'information française ? Le satellite Hélios 1A n'était pas encore opérationnel, les avions de reconnaissance aérienne n'ont pas décollé. Les seules photos connues sont d'origines américaines⁵. Si le réseau technique n'apparaît pas avoir été la source d'information, il est possible en revanche que la hiérarchie militaire se soit appuyée sur le renseignement humain. Il y avait en effet des militaires français à Zvornik qui ont pu être témoins du massacre en cours ou qui en ont entendu parler. C'est d'ailleurs leur présence qui fournira aux Serbes le prétexte pitoyable pour tenter d'impliquer les Français dans les massacres, devant le TPI. Cette thèse s'appuie aussi sur l'utilisation ultérieure

3. Document de Sylvie Matton, « Srebrenica, chronique d'un génocide annoncé », *Paris Match*, juin 2004.

4. *Rapport sur un massacre*, Assemblée nationale, 2001, rapport n° 3413, t. II, p. 241.

5. Présentées officiellement au Conseil de sécurité le 10 août 1995. Bien que l'amiral Lanxade, alors chef d'état-major des armées, n'en ait pas gardé le souvenir, un conseiller du président Clinton assure avoir informé rapidement son homologue de l'Élysée sur les atrocités en cours (J. Massé, *Nos chers criminels de guerre*, op. cit., p. 25).

(lors d'une expédition en Afrique en 1997 où ils furent envoyés au secours de Mobutu) de soldats appartenant à un bataillon de la VRS ayant participé aux pelotons d'exécution. Certains ont ensuite été arrêtés à Belgrade, en novembre 1999, soi-disant pour avoir tenté d'assassiner Milosevic. En fait, le président yougoslave, après l'intervention française au Kosovo avec l'Otan, avait décidé de mettre fin à un canal de communication privilégié avec la France tout en cherchant à lancer une opération de désinformation. Ceux qui, comme le général Krstic, tentèrent de se raccrocher à cette version pour se défendre devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) en ont cependant été pour leurs frais. La démonstration ne tient évidemment pas la route. Pas plus que ne tient l'autre thèse des nationalistes serbes selon laquelle les victimes de Srebrenica auraient été tuées lors de combats.

Pierre HASSNER – On savait bien que les enclaves étaient perdues mais imaginait-on que cette barbarie fût possible ? Peut-être ne voulait-on pas se poser la question. Certains prônaient le retrait des casques bleus, otages potentiels, pour agir ensuite. Chronologiquement, c'est ce qui a été fait quelques semaines plus tard, après un nouveau massacre sur le marché Markale de Sarajevo, avec, en septembre, les premières frappes massives de l'Otan. La dernière enclave, Gorazde, ne comptait plus de casques bleus. Le drame c'est que, contrairement à ce qui s'est passé pour la seconde enclave prise par les Serbes, celle de Zepa, où des casques bleus, conduits par le général français Gobilliard – à l'encontre des ordres de sa hiérarchie – accompagneront les bus des civils expulsés, il n'y avait, à Srebrenica, rien de prévu pour l'évacuation des Bosniaques.

Sylvie MATTON – C'est là que tout bascule véritablement, que le risque fatal est pris : dans l'abandon des populations au bon vouloir des autorités serbes, ou plutôt leur sacrifice, plus encore que dans les compromissions antérieures d'ordre géostratégique. L'échange territorial d'abord : il était évident, depuis nombre de plans de paix antérieurs abandonnés, que jamais Milosevic ne signerait d'accord où les enclaves de Srebrenica et de Zepa entacheraient l'homogénéité d'une future entité serbe en Bosnie. Elles seront échangées contre le même pourcentage de territoire, bientôt repris à l'ouest du pays par une coalition croato-bosniaque, avec l'aide des Américains. Dans son livre⁶, Holbrooke ne se cache pas d'avoir spécifié à Tudjmann la ligne que ses troupes ne devaient pas dépasser : elle court à quelques kilomètres de Banja Luka, et même si les forces croato-bosniaques pouvaient facilement reprendre la ville aux forces serbes, « la Fédération

6. Richard Holbrooke, *To End a War*, New York, The Modern Library, 1999.

serait contrainte de la rendre aux Serbes ». Le dernier partage négocié avec Milosevic fut : 51 % pour les Bosno-Serbes, 49 % pour les Bosniaques et les Croates. Cela correspond à la ligne de partage qui, par la suite, servira à établir les accords de Dayton. Le projet de l'entité serbe de Bosnie-Herzégovine, la « Republika Srpska », apparaît pour la première fois officiellement le 8 septembre 1995, lors d'une réunion préparatoire aux accords de Dayton, sur le texte officiel d'un « principe de base ». Mais en fait, comme l'a reconnu Carl Bildt, le négociateur européen, c'est dès le 23 mai qu'elle est négociée à Belgrade⁷. Cela signifie qu'à cette date, la finalité des événements qui allaient suivre est scellée. Il n'est plus question d'empêcher la prise des enclaves. Entre les avions en manque de carburant, les aller-retour de formulaires télécopiés mal remplis, les cibleurs au sol soi-disant absents – ce qui sera démenti par le ministre de la Défense néerlandais – on accompagnera l'attaque militaire de vaines gesticulations, bref d'une mascarade. Mais le plus tragique provient moins de cet échange territorial programmé deux mois plus tôt que de la décision prise ensuite par Boutros-Ghali, Kofi Annan et Yasushi Akashi, ainsi que par les chancelleries des cinq États permanents du Conseil de sécurité qui leur imposent leurs choix politiques : les responsables de la communauté internationale et la hiérarchie onusienne choisiront de ne pas évacuer la population et de la sacrifier à ses bourreaux, afin de ne pas donner le spectacle d'une participation des structures onusiennes à une opération de nettoyage ethnique. Par crainte d'être accusés de complicité de nettoyage ethnique, ils ont préféré prendre le risque, énorme, d'être les complices d'un génocide.

*De Bernard Janvier à Milosevic :
dans les coulisses du désastre*

Entre le 23 mai et le début de l'attaque des zones de sécurité, le 6 juillet, il y a aussi, en représailles à une frappe ciblée de l'Otan contre un dépôt d'armes, la prise en otage de 400 casques bleus, menottés et exhibés comme des boucliers humains. Mais vous ne corroborez pas les allégations sur la conclusion d'un accord, même informel, passé entre le général français, alors commandant de la Forpronu, Bernard Janvier, et Mladic pour faire libérer les otages en échange de l'abandon des frappes aériennes. De même, vous minimisez les divergences d'analyse entre Janvier et son homologue anglais Rupert Smith qui, très tôt, l'avait averti qu'une attaque contre les enclaves allait être lancée. Fon-

7. Entretien avec l'auteur le 8 décembre 2004, à la fin d'une conférence donnée par Carl Bildt au Press Center Nieuwspoord de La Haye.

damentalement, vous faites porter davantage la charge du côté des politiques et des diplomates que de celui des militaires, non ?

Sylvie MATTON – Lorsqu’il passe devant le Conseil de sécurité le 24 mai 1995, Janvier demande le renforcement des casques bleus ou leur retrait des enclaves (à l’exception d’UNMOS) puisqu’ils auraient servi de guideurs au sol en cas de frappes aériennes. C’est d’ailleurs ce que prône Janvier dès 1994. Mais ce « détail » d’UNMOS à conserver dans les enclaves sera gommé du discours de Janvier, quand le bureau de Kofi Annan offre son texte (tronqué) en pâture à la presse américaine. Janvier était la chèvre idéale, alors qu’il voulait, au contraire, rendre possible l’intervention aérienne « à un niveau global » et, en cela, s’accordait avec son homologue anglais, le général Rupert Smith. De même ils se rejoignaient au sujet de Mladic, qu’ils considéraient tous deux comme un caractériel. Mais je ne dédouane pas pour autant tous les militaires. Certains se sont montrés plus courageux que d’autres, comme le général français Gobilliard, qui n’obéit pas à Lanxade (qui a lui-même reçu l’ordre du Premier ministre Alain Juppé de lui faire faire demi-tour) et continue sa route sur Zepa. D’autres ont été favorables, et même complices des nationalistes serbes, comme le général canadien Lewis MacKenzie, ou le Britannique Michael Rose, et la plupart n’ont pas été à la hauteur de la situation. Quant au général britannique Rupert Smith, il a préféré, comme par hasard, partir en vacances, juste avant la dernière attaque sur Srebrenica...

Jacques MASSÉ – L’institut hollandais de documentation militaire a effectivement écarté l’idée d’un marchandage entre Janvier et Mladic⁸. Mais les rivalités carriéristes au sein de l’état-major français ont sans doute compté pour beaucoup dans les rétentions d’informations et les dysfonctionnements. Enfin, en dépit de la manière dont Mladic était considéré par les uns ou les autres, il existait bien une forme de considération envers l’armée bosno-serbe constituée et encadrée par de « vrais professionnels » et le souci de conserver avec eux de bonnes relations. Ce fut là aussi, de la part des militaires, une source d’erreurs d’appréciation.

La considération n’était certes pas la même vis-à-vis des Bosniaques, non seulement envers Naser Oric, le défenseur de Srebrenica (qui a été mis en cause à son tour par le TPIY pour un massacre commis dans le village serbe voisin de Kravica les 7 et 8 janvier 1993) mais aussi envers la population affamée et démunie de l’enclave, regardée avec méfiance, sinon de haut, par les casques bleus hollandais. Le général Karremans, peu avant le départ du Dutchbat de l’enclave, donna toute

8. Le rapport de 5 000 pages est accessible sur le site de l’Institut hollandais : <http://www.srebrenica.nl>

la mesure de ce mépris latent lors de sa dernière entrevue avec Mladic : « Pour être franc, se rappelle-t-il, je n'ai pas pensé à lui demander quel avait été le sort des réfugiés⁹. » Naser Oric avait été éloigné de l'enclave depuis avril par les autorités bosniaques. Or on peut supposer que celles-ci avaient des informations alarmantes au travers des écoutes téléphoniques de la VRS. Si le président bosniaque Izetbegovic n'a pas pu, ou pas voulu, défendre l'enclave, c'est vraisemblablement pour mettre l'ONU et les Occidentaux en face de leur responsabilité. Mais certains ont aussi évoqué un possible échange entre Sarajevo et les enclaves. Qu'en est-il ?

Sylvie MATTON – Tout d'abord, je voudrais vous faire remarquer que, dans l'attente de la fin du procès de Naser Oric, il est d'ores et déjà avéré que ce qu'on appelle le massacre de Kravica, qui est la conséquence, certes inadmissible, d'un raid mené par Oric et ses hommes à la recherche de nourriture et d'armes, a causé la mort de 43 personnes dont 13 étaient des civils. Pour comprendre l'absence d'Oric lors de la chute de l'enclave, je me suis adressée à Mohammed Sacirbey, le ministre des Affaires étrangères qui représentait la Bosnie-Herzégovine au Conseil de sécurité. L'explication avancée, qui ne me paraît pas totalement satisfaisante, est que Naser Oric était devenu « un point noir, une excuse dans les cercles des Nations unies en Bosnie¹⁰ », un alibi pour l'inaction internationale. C'est pourquoi il avait été mis à l'écart. Mais de toute façon, présent ou non, Naser Oric n'aurait pas été en mesure d'empêcher la prise de l'enclave. Quant à l'accusation concernant Izetbegovic, selon Sacirbey qui en avait parlé avec lui, si le président bosniaque avait organisé un tel échange, il aurait pris soin de la question de l'évacuation des assiégés. Alors qu'abandonnés à Mladic et Karadzic, les assiégés se trouvaient livrés à un massacre prévisible. Cela paraît assez logique, et ce qui pourrait être mis ici en cause serait tout simplement l'intégrité et la dignité de cet homme, mort aujourd'hui.

Jacques MASSÉ – Le massacre est annoncé, étant donné ce que les hommes de Mladic s'étaient déjà montrés capables de faire dans le passé. Mais la planification, des mois à l'avance, du massacre, n'est pas prouvée.

Sylvie MATTON – Oui, c'est la prise de l'enclave qui est programmée bien avant. Pas les massacres. Même si la directive du 8 mars 1995 émise par Karadzic spécifie déjà qu'il faut « par des opérations de combat planifiées et bien conçues, créer une situation invivable d'insécurité totale, ne laissant aucun espoir de survie ni de vie future pour les habitants de Srebrenica ou de Zepa ».

9. Témoignage du général Karremans devant le TPIY, 4 juillet 1996.

10. Entretien du 31 octobre 2004.

Jacques MASSÉ – Le massacre sert de catalyseur. Ce n'est pas seulement la prise de l'enclave qui ouvre la voie vers Dayton, c'est également le massacre qui conduit les Américains et les Européens à lancer le 31 août suivant l'opération « Deliberate force », pour contraindre Milosevic à imposer aux Bosno-Serbes l'acceptation du plan de paix. C'est ce qui explique aussi les blocages ultérieurs pour mettre en œuvre la justice et incriminer Milosevic. Car s'il en a créé les conditions, il ne l'a peut-être pas voulu, comme le montrent les tensions ultérieures entre lui et Mladic.

Sylvie MATTON – Lorsque l'attaque est lancée sur Srebrenica, Milosevic fait savoir à Akashi qu'il a perdu prise sur Mladic, qu'il ne le « tient » plus. Pourquoi dit-il cela si ce n'est parce que la vérité est justement le contraire des mots prononcés ? On peut facilement en déduire que ce qui se trame est à baliser à l'avance, par un camouflage bien grossier... Car Mladic continue à faire des aller-retour quasi quotidiens entre le terrain et le bureau de Milosevic dans la capitale serbe. N'oublions pas non plus que Jovica Stanisic, le chef de la Sûreté d'État de Milosevic, est à Pale le 9 juillet pour voir Karadzic. Pourquoi ? Que s'est-il dit là qui nécessitait un déplacement plutôt qu'un échange téléphonique ? Que fallait-il ainsi mettre à l'abri de toute écoute, alors que l'attaque sur Srebrenica avait débuté depuis trois jours et que l'artillerie serbe gagnait tous les jours du terrain ? Miroslav Deronjic, officier de la VRS inculpé par le TPI, était à Pale ce 9 juillet. Il a affirmé qu'à la fin de la réunion avec Stanisic, Karadzic lui aurait donné l'ordre, en cas de prise de l'enclave, de « les tuer tous, tout ce que vous pourrez attraper ». C'est cette intention préalable, calquée sur un processus qui « détruisait » la population bosniaque depuis trois ans, qui a incité les juges du TPI à qualifier ce massacre de génocide. Quant à Milosevic, il avait intérêt à laisser perpétrer un tel crime : après tant de lâchetés et de silences coupables, la communauté internationale, complice de ce massacre par un « laisser-faire » actif, s'enfoncerait dans le déni. Et sa responsabilité collective serait un argument de poids dans les ultimes négociations à venir.

*L'avant-Srebrenica :
quatre années de gesticulation et de démission*

L'ONU, la France, les Pays-Bas ont rédigé de volumineux rapports pour faire le point sur leurs responsabilités respectives à Srebrenica. Ces rapports, assez tardifs puisqu'ils datent successivement de 1999, 2001 et 2002, et demandés après de fortes pressions de la part des ONG, mettent en avant des erreurs logistiques, des erreurs d'appréciation, des erreurs

*tactiques et se renvoient la balle*¹¹. Mais plus que l'échec d'un homme ou d'un bataillon, Srebrenica n'est-il pas d'abord l'inéluctable aboutissement d'un ensemble de dysfonctionnements et de complicités qu'on retrouve à l'œuvre depuis le début de la guerre en Croatie en 1991 ?

Pierre HASSNER – La catastrophe s'enracine dans la création même des enclaves auxquelles les moyens nécessaires de fonctionner n'ont jamais été donnés. Boutros-Ghali avait demandé 35 000 hommes pour remplir la résolution qui lui était confiée. Il proposa finalement une « option légère » de 7 000 casques bleus qui, faisant fi de sa mission défensive, devait se limiter à une présence dissuasive. Il aurait fallu 10 000 observateurs pour s'assurer que l'embargo entre la Serbie et la Bosnie était respecté. Il n'y en eut que 200. Ce décalage entre les objectifs affichés et les moyens mobilisés provient aussi de la perception, tronquée ou non, qu'avaient les politiques de leur opinion publique. Pour eux, celle-ci était prompte à s'indigner mais aussi rétive à de trop grands sacrifices. L'effet CNN a cependant conduit les dirigeants occidentaux à faire quelque chose, pour apaiser leur propre opinion publique, mais quelque chose d'inefficace sur le terrain parce qu'une action efficace aurait comporté trop de risques.

Sylvie MATTON – Les « zones de sécurité » ont-elles retardé ou aggravé le mal ? « Nous n'avions pas à anticiper le massacre : il se déroulait en temps réel sous nos yeux » : ce sont les mots de Diego Arria, ambassadeur vénézuélien, missionné par l'ONU à Srebrenica en avril 1993. Aucune des résolutions de l'ONU sur la Bosnie n'a été respectée. Dans sa déposition écrite pour le TPIY, Arria témoigne de la manière dont l'information était « filtrée » entre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et les autres membres non permanents, la rétention allant jusqu'à la disparition de notes de travail jugées indésirables par les représentants de la France et de la Grande-Bretagne, comme celle du 28 mai 1993 : « Si elle avait été distribuée aux 10 membres non permanents du Conseil de sécurité, elle aurait clairement exposé que des membres du Conseil agissaient en contradiction totale avec le Secrétariat et le HCR¹². » Selon Arria, il était entendu que le gouvernement bosniaque devait rouler sur le côté en faisant le mort, et s'avouer vaincu. La politique pro-Milosevic du gouvernement de Mitterrand s'explique par une prétendue amitié franco-serbe, mais aussi par une volonté de conserver avec les autorités de Belgrade des liens politiques, diplomatiques et surtout com-

11. *The Fall of Srebrenica*, UN Report, novembre 1999 (sur www.domovina.net/srebrenica/) ; *Srebrenica : rapport sur un massacre*, les documents d'information de l'Assemblée nationale, 2001 (assemblee-nationale.fr/dossiers/srebrenica.asp) ; *Srebrenica, a "safe" area: NIOD report*, avril 2002 (<http://www.srebrenica.nl>).

12. Diego Arria a déposé au procès Milosevic le 14 avril 2003, puis de nouveau, pour la défense, dans le cadre du procès Oric, le 5 décembre 2005.

merciaux. L'idée que rien ne doit changer domine. La cupidité en est une autre raison : bien qu'il n'y ait pas eu de scandale en France, n'oublions pas ceux qui ont prouvé la corruption de John Major, Douglas Hurd ou Michaël Rifkind en Grande-Bretagne, ou celle d'Eagleburger aux États-Unis, qui étaient rémunérés par Belgrade en échange d'une non-intervention.

Pierre HASSNER – Les convictions de Mitterrand, imprégnées par le souvenir de la Seconde Guerre mondiale, étaient sincères. Elles expliquent son positionnement aussi bien dans les Balkans que, à la même époque, vis-à-vis de la réunification de l'Allemagne. Mais de même qu'il serait faux de rendre l'Allemagne responsable de l'éclatement de la fédération yougoslave parce qu'elle était favorable à l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, il serait excessif de faire de la France le plus coupable des États parce qu'elle privilégiait une entente avec Milosevic¹³. Mitterrand voulait préserver la Yougoslavie, avec ou sans Milosevic. Pour l'un de ses conseillers, il fallait « aider nos amis yougoslaves à réparer l'erreur de la constitution de 1974 », constitution qui allait dans le sens de la décentralisation de la fédération. La Serbie de Milosevic, favorable à une recentralisation du système, apparaissait comme un pôle de stabilité. Pour les Allemands, soutenant la Croatie et la Slovénie, c'était le contraire. Les Bosniaques et les Macédoniens se sont trouvés pris entre les deux.

Sylvie MATTON – Mais les objectifs de Milosevic étaient connus avant le déclenchement de l'agression. Des communications interceptées en 1991 et 1992 entre lui, Karadzic et les autres responsables nationalistes serbes dévoilaient clairement les préparatifs du nettoyage ethnique¹⁴.

Derrière les discours sur la préservation de la Yougoslavie, qui ont eu l'heur de plaire à plusieurs de nos gouvernants, comme Roland Dumas ou Hubert Védrine, on sait que Milosevic œuvrait justement à sa dislocation. Est-ce que son double jeu était si transparent ou est-ce une illusion rétrospective ? L'information était peut-être disponible mais brouillée par la propagande et les manipulations adverses et par d'autres nouvelles contradictoires. Et lorsqu'elles semblaient ne pas tomber dans l'oreille d'un sourd, les conséquences n'en étaient pas tirées. En octobre 1991, le secrétaire d'État américain Lawrence Eagleberger considérait que l'objectif de Milosevic était de créer une grande Serbie englobant

13. Sur cette question voir Patrice Canivez, « La France face à la guerre en ex-Yougoslavie », dans Véronique Nahoum-Grappe (sous la dir. de), *Vukovar-Sarajevo*, Paris, éd. Esprit, 1993 ; Paul Garde, « Les Balkans vus de France au XX^e siècle », *Esprit*, décembre 2000 ; Matthieu Braunstein, *François Mitterrand à Sarajevo : 28 juin 1992, le rendez-vous manqué*, Paris, L'Harmattan, 2001.

14. Une sélection de ces écoutes a été présentée lors du procès Milosevic. Elles sont archivées et consultables sur le site : www.domovina.net (archives 1991 et 1992).

une partie de la Croatie et la Bosnie-Herzégovine, et le nom du président serbe figurait en bonne place sur une liste, divulguée à Genève en décembre 1992, des principaux responsables du nettoyage ethnique. Ce qui n'empêchera pas le même Eagleberger de minimiser la nature des camps découverts en Bosnie-Herzégovine et d'écarter toute option d'intervention américaine. Milosevic a continué d'être considéré comme un interlocuteur incontournable dans les négociations de paix alors qu'il savait parfaitement instrumentaliser le processus diplomatique d'un côté et jouer la poursuite de la guerre de l'autre. Mais il ne faudrait pas pour autant basculer d'une vision comploteuse à l'autre : passer de celle de Milosevic, selon qui un complot vaticano-germanique, rapidement étendu à l'ensemble des puissances occidentales, visait à détruire « son » peuple (il n'hésite pas à parler de « génocide rampant » au sujet de l'embargo contre la Serbie), à celui d'un complot qui, lui, aurait été, au contraire, secrètement favorable.

Jacques MASSÉ – Dans son livre, Florence Hartmann¹⁵ a parfaitement décrit comment, autour de Milosevic, un clan de l'ancienne nomenclature communiste s'est arrogé tout un héritage en écartant la frange la plus réformiste. Or, à l'époque, face à l'effondrement du mur de Berlin et de l'URSS, le sort de la fédération yougoslave n'est pas au centre des préoccupations. Comme a pu le constater en 1991 l'ancien ambassadeur français en Croatie, Georges-Marie Chenu, l'expertise était quasi nulle ou n'était pas entendue¹⁶. D'où les faux espoirs placés en Milosevic. Finalement, la déflagration violente que l'on craignait de voir avec la disparition du bloc soviétique s'est produite là où on ne l'attendait pas vraiment. Il s'en est suivi une politique qui a longtemps tenu de l'improvisation permanente.

Sylvie MATTON – Non, le témoignage de Diego Arria prouve qu'il n'y a pas eu d'improvisation. Bien que la Bosnie-Herzégovine fût devenue membre des Nations unies, alors que l'ONU a pour obligation de défendre l'un de ses membres dès lors qu'il subit une agression armée, Boutros-Ghali, aux ordres des cinq permanents, et avant tout des représentants de la France et de la Grande-Bretagne, n'a eu de cesse, dès le début et sans improvisation, de livrer la Bosnie, sans armes et sans défense, aux forces de Milosevic. Les forces de l'ONU, envoyées sur place, faisaient partie de la mascarade...

Pierre HASSNER – Pour Mitterrand, pour qui le maintien de Gorbatchev et de la Russie comptait beaucoup, il fallait conserver la Yougoslavie. À l'été 1990, James Backer et Jacques Delors se sont succédé

15. Florence Hartmann, *Milosevic, la diagonale du fou*, Paris, Gallimard, coll. « Folio documents », 2002 (nouvelle éd. révisée et augmentée par l'auteur).

16. Georges-Marie Chenu, « Balkans (1991-1995), une amère expérience » dans Samy Cohen (sous la dir. de), *les Diplomates. Négocier dans un monde chaotique*, Paris, Autrement, 2002.

pour dissuader les Slovènes et les Croates de faire sécession. En 1991, les Autrichiens et les Allemands poussent au contraire à la reconnaissance de l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie. Les Américains ont, dans un premier temps, décidé de ne pas s'en mêler et de regarder, avec un malin plaisir, les Européens se débrouiller. Mais, à leurs yeux, Milosevic était quand même considéré comme le principal fauteur de troubles. Devant l'enlisement de la situation, Clinton a finalement décidé d'armer les Croates et, dans une certaine mesure, les Bosniaques (piégés par un embargo sur les armes qui les avait laissés sans défense face aux armées des Serbes et des Croates) dans l'objectif de rééquilibrer les rapports de force sans avoir à s'engager au sol. Mais le représentant bosniaque auprès de l'ONU, Mohammed Sacirbey, que l'on a cité précédemment, était lui-même plus proche du courant néoconservateur, de Perle et Wollfowitz, que de l'administration Clinton dont il n'attendait pas beaucoup. Les Européens étaient, quant à eux, opposés à la levée de l'embargo et rétifs à toute intervention de type militaire. Mais, en dépit du manque de consensus sur la politique à mener dans la région, le concept de « zones protégées » n'était pas pour autant forcément voué à l'échec. Les Kurdes ont pu être protégés dans le nord de l'Irak. La principale cause de la catastrophe, c'est qu'en Bosnie-Herzégovine les intentions n'ont pas coïncidé avec les moyens mis en œuvre. C'est pourquoi, en dépit de la diversité des points de vue, il y a bien eu une logique objective qui s'est imposée aux dépens des populations des zones protégées.

Cette logique objective s'est-elle infléchie sous la présidence de Jacques Chirac ? De l'aveu même d'Izetbegovic, il y a eu après Mitterrand une césure dans la politique française.

Pierre HASSNER – Ce qui a été déterminant pour Chirac, plus que le sort des Bosniaques, c'est l'indignation de voir des soldats français humiliés devant les caméras du monde entier. C'était la raison pour laquelle il a créé une Force de réaction rapide. Pour le reste, lorsqu'il a reçu une délégation du comité Vukovar-Sarajevo, son discours sur la barbarie locale et le génocide américain contre les Indiens a été une douche froide pour ceux qui espéraient une rupture de fond avec la politique mitterrandienne. Cependant, par la suite, comme les mémoires de Clinton et de Holbrooke en attestent, c'est bien lui qui, durant l'été 1995, poussa les Américains à agir. Gesticulation ou non ? Ce qui est sûr, c'est qu'il ne voulait plus voir de casques bleus pris en otages.

L'après-Srebrenica : une décennie de traque infructueuse ?

Chirac était très préoccupé par le risque de voir des soldats français à nouveau pris en otage. Or, lors des frappes aériennes de septembre 1995, deux pilotes français perdent le contrôle de leur avion et doivent se parachuter en territoire serbe. Mladic et Karadzic ont, à cette époque, été inculpés par le TPIY. Pourtant, ils ont tous les deux longtemps bénéficié de la bienveillance des forces internationales déployées, à la suite des accords de Dayton, dans la toute nouvelle « Republika Srpska ». Les garanties semblent avoir été aussi bien française, en lien avec l'affaire des deux otages (c'est du moins ce qu'a allégué l'ancien président yougoslave Zoran Lilic au procès de Milosevic¹⁷) qu'américaine, dans un deal visant à assurer l'application des accords de Dayton (ce que reconnaît Holbrooke dans son livre). Entre cette époque, de 1995 à 1997 au moins, où les soldats de la SFOR prenaient soin de détourner le regard lorsque Karadzic passait devant eux pour se rendre à son bureau, et aujourd'hui où, pour mettre la main sur les fugitifs, l'Union européenne fait pression sur Belgrade en suspendant les négociations pour l'intégration, le temps de l'impunité est-il passé ? Quel sens donner à cette évolution ?

Jacques MASSÉ – La logique est identique à celle qui a prévalu pour Srebrenica. Un raisonnement *a minima* faisant fi des engagements affichés : le rétablissement de la paix d'abord, celui de la justice plus tard. Sauf que les contradictions plus ou moins assumées de la Realpolitik produisent à leur tour des effets contradictoires puisque, dans cette paix, les chefs de guerre continuent à exercer leur autorité et finalement enrayent le processus plus qu'ils ne le simplifient. Dans un second temps, à partir de 1997, la décision est donc prise d'arrêter quelques criminels de guerre avérés et facilement identifiables. Dans la liste des inculpés arrêtés, deux figures politiques de haut rang se distinguent : Biljana Plavsic (présidente de la RS, devenue un temps le cheval blanc de la communauté internationale) et Krajisnik (ancien président de l'Assemblée nationale de la RS). Leur extradition vers La Haye intervient tardivement, et paraît moins être le fruit d'une volonté politique que celui d'une opportunité. Reste que l'ensemble de la chaîne de commandement militaire responsable du massacre de Srebrenica, sauf Tolimir et Mladic, a été jugé ou est en attente de jugement. Dans l'histoire militaire, c'est un fait sans précédent. Côté croate, excepté le cas emblématique du général Gotovina, les inculpés ont été nombreux à se rendre volontairement. De ce fait, la communauté internationale n'a pas véritablement d'initiatives militaires du même niveau que contre leurs homologues serbes.

17. Audience du 9 juillet 2003. Les deux otages ont d'ailleurs été libérés le 12 décembre, soit deux jours seulement avant la ratification à Paris des accords de Dayton...

Pierre HASSNER – Au départ, ce n'était pas seulement la volonté d'arrêter les criminels qui manquait, il y avait la volonté de ne pas le faire. Mais il semble qu'il y a quand même eu un revirement de Jacques Chirac sur la question du TPIY. Revirement qui n'a, en soi, rien d'exceptionnel. Comme l'illustre également le cas de Charles Taylor, aujourd'hui aux mains du tribunal spécial du Sierra Leone, il est courant de négocier un temps avec les tyrans, si le rapport des forces leur est assez favorable, puis, le contexte évoluant, de finalement les laisser tomber.

Jacques MASSÉ – Jacques Chirac s'est toujours prononcé en faveur de l'arrestation, mais on restait là dans le proclamatoire car les véritables priorités étaient perçues ailleurs. De même pour les États-Unis. Une parole donnée dans le cadre de négociations secrètes ne constitue jamais un frein définitif. Le vent peut tourner. Mais lorsque de nouvelles résolutions sont prises, il est souvent trop tard. On n'a plus forcément les moyens de les réaliser. La France compte à son « tableau de chasse » sept accusés interceptés entre 1998 et 2002. Depuis, plus rien. La traque est désormais essentiellement déléguée aux autorités locales. D'où les pressions exercées par l'Union européenne hier sur Zagreb pour mettre le grappin sur le général Gotovina (appréhendé en décembre 2005) et aujourd'hui sur Belgrade pour arrêter Mladic, et sur l'appareil bosno-serbe pour Karadzic. Les efforts en terme de renseignement des nations les plus actives, jusqu'en 2002-2003, ont été revus à la baisse aujourd'hui. Au nom d'autres impératifs comme la lutte contre le terrorisme qui mobilisent souvent les mêmes personnels militaires que ceux employés contre les criminels de guerre. À l'avenir, tout reposera sur les pressions diplomatiques, contre Belgrade tout particulièrement. Sans garantie de succès, si l'on s'en tient au peu d'effet des menaces de suspension du dialogue en vue d'un accord d'association avec l'Union européenne.

Responsabilité morale, responsabilité judiciaire

La responsabilité des massacres est examinée devant le TPIY. À ce jour, trois inculpés ont été jugés coupables et trois autres condamnés sont actuellement en appel. Très prochainement va s'ouvrir un grand procès contre huit officiers de la VRS. Pour l'ONU, pour les États et leurs représentants, de quelle manière poser la question de leur responsabilité ? Faut-il aussi aller sur le terrain judiciaire, comme l'ont tenté des collectifs de rescapés en France et en Hollande, ou est-elle avant tout d'ordre politique et moral (ce qui n'est pas rien, pour peu qu'on leur accorde de l'importance) ?

Jacques MASSÉ – Pas plus la France que d'autres pays de la communauté internationale ne sont à proprement parler « complices » du massacre de Srebrenica. En revanche, les autorités nationales de l'époque ont une part de responsabilité, du fait de la non-assistance à la population de cette enclave.

Sylvie MATTON – Je crois pour ma part qu'il n'est pas improprie de parler de complicité car il s'agissait d'une zone de sécurité onusienne qu'on avait le devoir de protéger. Or, on a laissé la population subir durant plus de deux ans un véritable « génocide au ralenti », pour reprendre les termes de Diego Arria, avant de la sacrifier sciemment. Hasan Nuhanovic est à l'origine d'une procédure engagée aux Pays-Bas contre le bataillon hollandais. Alors qu'il travaillait comme traducteur pour l'ONU, le nom de son jeune frère a été biffé de la liste de ceux qui pouvaient quitter l'enclave avec le personnel onusien. Son père, qui aurait pu y être inscrit, refusa de laisser son fils cadet partir seul. Hasan est le seul survivant de sa famille. On en revient toujours là : l'encadrement de l'évacuation. C'est le 11 juillet au soir que la décision de ne pas évacuer la population et de laisser faire les forces de Mladic est prise. En haut lieu : à New York, lors d'un coup de fil entre Boutros-Ghali et Yasushi Akashi. Auparavant, une réunion a eu lieu à Zagreb avec le staff d'Akashi. L'un des hommes présents a répondu aux questions de la commission d'enquête néerlandaise, et en cite le compte rendu :

La discussion s'est concentrée sur l'urgence du problème qui était de sortir les réfugiés de Srebrenica [...] mais Akashi ne voulait pas mettre de côté les pensées de Boutros-Ghali [pas d'évacuation par la Forpronu pour ne pas être accusé de complicité de nettoyage ethnique] : elles devaient être prises en considération. D'autres cependant les mettaient de côté : une séparation des hommes et des femmes sous les yeux de la Forpronu serait un « déshonneur d'ordre supérieur » et retiendrait toute l'attention des médias [...] Ce qui apparut clairement durant cette réunion est que la VRS ne pourrait pas gérer 20 000 réfugiés. Les Bosno-Serbes voudraient en être débarrassés.

Les responsables onusiens, en concertation avec les cinq permanents du Conseil de sécurité, se sont donc posé la question. Ils savaient que les hommes seraient séparés et que les réfugiés étaient un problème dont les Bosno-Serbes chercheraient à se débarrasser (mais comment ?). La décision a été prise, en connaissance de cause, de ne rien faire. Par la suite, aucun fonds international n'a été créé pour venir en aide aux rescapés de Srebrenica. Et qui, aujourd'hui, a assumé ses responsabilités, qu'elles soient d'ordre politique, moral ou judiciaire ? Certes il n'est pas simple, même sans doute ni possible, d'avouer avoir laissé assassiner plus de 8 000 personnes, en parfaite connaissance de cause. Dans le même temps, ne pas laisser éclater la vérité participe du déni de la première heure. Or le déni

ouvre toujours la porte à une possible répétition. Les révisionnistes, les négationnistes d'aujourd'hui (tel Peter Handke) ne sont pas plus « passifs » que ceux qui, tout au long du conflit yougoslave, ont, sciemment, laissé faire les génocidaires.

Pierre HASSNER – Reprenons la formule de Mitterrand : la souveraineté et la non-intervention s'arrêtent là où commence la non-assistance à personne en danger. Ceux qui savaient que les hommes de Srebrenica seraient exécutés et, malgré cela, décidèrent de ne pas les évacuer, sont éminemment coupables. A-t-on volontairement minimisé ce qui se passait en Bosnie comme on l'a fait au Rwanda ? Ceux qui ont délibérément caché les informations qui leur parvenaient sont coupables. Rétrospectivement, l'ONU se reconnaît davantage de responsabilité que n'ont été prêts à le faire les Hollandais ou les Français dans leur propre rapport. Mais la responsabilité la mieux partagée, que ce soit chez les Hollandais, les Français, ou les Américains, c'est d'avoir toujours fait primer sur toutes autres considérations le souci de la vie de ses propres soldats ou, dans le cas de l'ONU, le souci de ne pas se compromettre en ayant l'air de prendre parti ou au contraire de participer au nettoyage ethnique en aidant l'évacuation des populations menacées. Dans la résolution de l'ONU, les frappes aériennes étaient prévues pour protéger les casques bleus et non directement les populations. Finalement, la responsabilité face à de tels crimes de masse se décline à la manière dont Tacite le dit : « Quelques-uns les ont organisés, beaucoup les ont exécutés, tous les ont laissé faire. »

Propos recueillis par Joël Hubrecht